

## ***L'effondrement est inévitable, mais il peut ne pas avoir lieu ...***<sup>1</sup>

Dans son livre *Pour un catastrophisme éclairé* (Seuil, 2002) Jean-Pierre Dupuy cite en exergue d'un des chapitres, cette magnifique boutade de Jorge Luis Borges : « L'avenir est inévitable, mais il peut ne pas avoir lieu. Dieu veille aux intervalles ». Face à l'inéluctabilité de la catastrophe, Dupuy fait sienne la phrase de Borges, à cette différence qu'il met l'humanité à la place de Dieu : le salut consiste à regarder le pire en face. C'est seulement en anticipant le scénario du pire que nous serons en mesure d'inventer ce qui peut lui faire obstacle. Il lui faut donc supposer une humanité, guidée par la raison, érigée en actrice de son destin et en accord avec elle-même. Le problème cependant est que ce méga-acteur n'existe pas et que l'humanité n'est pas soumise à l'empire de la raison, de la lucidité ou de la vérité. Elle est hétérogène, composée de peuples et d'individus incapables de s'entendre, mus par leurs affects et leurs intérêts immédiats, davantage que par les vérités que nous enseignent les scientifiques, tel que ceux du GIEC. Depuis 2002, date de la parution du livre de Dupuy, la conscience de la catastrophe écosystémique a progressé, chez les simples citoyens comme dans les instances internationales, les scénarii de la catastrophe se sont faits plus précis, plus documentés, plus sombres aussi, mais leur prise en compte réelle a plus que stagné, elle a régressé. Les taux de carbone dans l'atmosphère n'ont cessé d'augmenter, la biodiversité continue de s'effondrer à un rythme élevé, la pollution des océans se poursuit sans entrave. Ce n'est donc pas d'une raison humaine organisée et unanime que viendra le salut. Et sans doute, pas non plus de Dieu.

Mais il peut venir et il n'est pas trop tard. La pandémie actuelle, qui a mis à l'arrêt l'économie mondiale et fait se confiner – terrés dans leurs terriers – plus de la moitié de l'humanité, montre que face à un danger les humains, par-delà leur diversité de cultures, de croyances, de régimes politiques, de situations dans la société, sont capables d'adopter des comportements salvateurs. Et de surcroît ils sont capables de solidarité et de dévouement, ce qui est une nouvelle réjouissante. En effet, nous savions que dans une catastrophe naturelle brutale, l'entraide et la solidarité viennent loin devant l'égoïsme et le cynisme. Cela a été largement documenté par la recherche sociologique sur les crises et les catastrophes. Cependant on ne l'avait jamais vérifié à une échelle aussi large. Troisième enseignement : dans la situation d'une menace diffuse qui voit proliférer l'incertitude à un niveau rarement atteint dans l'histoire, les sociétés et les Etats ne se sont pas disloqués. Qu'elles soient bien ou mal gouvernées, qu'elles aient ou non confiance dans leurs dirigeants, les populations serrent les rangs et mettent la discipline civique au premier rang des vertus citoyennes. Trois bonnes nouvelles dans cette ambiance d'affliction, de peur et d'angoisse où se mêlent à la fois la crise sanitaire, la crise écologique et la crise économique.

---

<sup>1</sup> Cet article est le résumé d'un essai écrit en 2009, publié en 2020 par L'Harmattan, sous le titre : **Au commencement était le soin. Pour une autre modernité.**

## Les redoutables promesses de la modernité

Si le salut ne peut venir du diktat de la raison rationnelle, peut-on alors faire l'hypothèse qu'il viendra d'un changement de posture des individus et des collectifs ? Qu'ils abandonneront ce qui fait perdre pour faire croître ce qui sauve, pour évoquer le poète Hölderlin ? Ce qui nous perd aujourd'hui est difficile à qualifier en quelques mots. Mon hypothèse est que nos désastres actuels proviennent du couplage entre la figure de l'individu autonome et une très puissante machinerie technico-industrielle. Ce couple qui a été l'agent d'un incroyable essor civilisationnel, sous le nom de Progrès, apparaît depuis quelques décennies comme une association de malfaiteurs. L'individu autonome, mû par la raison et ses intérêts bien compris, émancipé et désaffilié donne un visage à un projet formidable au regard de l'histoire humaine : celui d'une humanité inventant son propre destin, délivrée de la tutelle des dieux et de la tyrannie de la nature. Tout a été dit sur les formidables avancées permises par cette posture : progrès scientifique et technique, puissance face à la maladie et la mort etc. Beaucoup de choses ont été dites également sur le côté *Janus biface* de l'aventure du progrès, en termes de guerres, de destructions, d'arrogante domination de ces sociétés dites « éclairées », culminant dans les entreprises totalitaires meurtrières du XXème siècle. Il a fallu admettre que le projet de la modernité ne reposait pas seulement sur l'esprit des Lumières, mais sur un autre principe, plus obscur et très ancien : celui de la **force** que les sociétés modernes vont porter à incandescence. Cependant, la logique de la force n'est pas comme un élément externe qui viendrait polluer le projet des Lumières. Elle est dans le projet même : dans la conception de cette modernité, la maîtrise est comprise comme un rapport de force.

Dans ce qu'elle a de plus incontestable et de plus noble, la science, la civilisation européenne qui revendique l'héritage de la Grèce ancienne, a profondément subvertit la science grecque. Elle ne se propose plus de contempler la nature, elle veut la transformer pour l'assujettir, comme disait Marx. Il s'agit d'obliger la nature à livrer ses secrets, quitte à la violer. Ce faisant, comme le disent avec force les anthropologues, la civilisation occidentale a dû procéder à une opération qui ne va pas de soi : distinguer de manière radicale l'humain de la nature, extraire celui-ci de celle-là en donnant à la nature un statut d'objet externe. Une opération spirituelle inédite dans l'histoire des peuples. La charge de violence qui accompagne cette opération est beaucoup moins perçue que celle qui a accompagné l'assujettissement de peuples conquis, colonisés, mais elle n'est sans doute pas moindre. Elle éclate au grand jour aujourd'hui en nous revenant en boomerang. Mais entre-temps, les sociétés modernes se sont organisées de telle façon que cette violence est restée invisible et indolore. Comment ont-elles procédé ? Par ce dispositif ingénieux que j'ai appelé plus haut « machinerie technico-industrielle ». Pour la présenter, il faut revenir sur la question de l'individu - énigme centrale des sociétés modernes : comment assurer un ordre public, la cohésion du corps social avec des individus désaffiliés ?

La solution de la première modernité, celle des premières révolutions industrielles, a été d'une part de limiter l'émancipation à une frange restreinte de la population (masculine, européenne et éduquée), d'autre part d'ériger la raison rationnelle en boussole des individus et des collectifs. Ces solutions n'ont pas tenu au-delà du milieu du XXème siècle, à partir duquel, travaillée par une pluralité de lignes de force, une autre figure de l'individu autonome

se fait jour : l'individu émancipé dans ses désirs, à l'ego divisé, déchiré entre son inconscient et son surmoi. Dans « l'individu freudien », la raison n'est plus souveraine : les pulsions et les affects revendiquent haut et fort droit de cité. La cohésion sociale en est rendue singulièrement plus compliquée. Les sociétés d'individus, plus exactement individualistes, sont des sociétés centrifuges, cisailées par la prolifération des rivalités de toutes natures.

### **Les prothèses de la liberté de l'individu émancipé**

Mais la seconde modernité, qui se déploie à partir de la fin de la seconde guerre mondiale s'accomplit dans une sorte de rêve enchanté, propre à désamorcer les tensions : le rêve consumériste et ses promesses d'abondance. La rivalité entre Dupond et Dupont ne se résout pas dans la violence, mais dans la surenchère de la consommation ostentatoire, pour le plus grand profit de la machine industrielle. La liberté de l'individu émancipé est rabattue au rang de la liberté de consommer. Exceptés quelques marginaux et quelques intellectuels, cela n'émeut personne.

Mais c'est une liberté puissamment béquillée. La promesse de la seconde modernité consiste à dire aux individus : soyez heureux, épanouissez-vous, réalisez vos potentiels, car là est le sens de l'existence, nous nous chargeons de vous débarrasser des tâches fastidieuses et ternes du quotidien, nous nous occupons de l'intendance. Le vrai tour de force de la seconde modernité est d'avoir autant qu'il est possible invisibilisé l'intendance, au point de créer l'illusion d'une mise à disposition instantanée et très peu coûteuse des ressources de base de la vie. Une disponibilité illimitée : on tourne un robinet et l'eau potable coule à profusion chaude ou froide, on appuie sur un bouton et la lumière, la chaleur, le froid aussi s'il faut, surgissent. Les aliments sont à portée de main, sans efforts et prêts à consommer dans le grand distributeur commercial. Et pour le son et l'image, c'est carrément magique. Comme dans un grand théâtre sur ce qu'il est maintenant d'appeler l'anthropo(s)cène.

Comme au théâtre, la régie technique – le gigantesque appareillage technico-industriel – permet dans la coulisse que les acteurs sur la scène jouent chacun leur texte. Mais dans l'envers du décor, se cache cependant un véritable enfer : l'enfer de ceux qui en sont exclus, notamment hors des métropoles développées, qui vivent encore la pénurie millénaire, les maladies, la faim etc., et à qui l'on promet que s'ils se mettent au service de la machine, ils pourront un jour rejoindre les acteurs sur la scène. Se cachent également l'exploitation, le pillage, le fabuleux gaspillage des ressources finies, fragiles de la planète, comme autant de chèques sans provision tirés sur elle. Le rêve de la modernité se paie de l'illusion de l'illimitation (des ressources, de l'enrichissement) et de la dette tant économique qu'écologique. Et nous voici dans le temps où les deux termes, écologie et économie, nous rappellent durement qu'ils ont la même racine et désignent en fait la même chose : l'organisation de la vie domestique, dans la maison commune.

### **Pour une autre conception de la maîtrise et de la puissance**

Il est temps aussi de se souvenir que ce rêve est appuyé sur le paradigme de la maîtrise par la force et de donner à la notion de maîtrise une autre acception et donc un autre fondement. Il ne s'agit pas ici de l'inventer, car il est là depuis toujours, il accompagne l'histoire des hommes, y compris celle de la civilisation européenne. On peut même affirmer qu'avant que la force il,

ou plutôt elle, était : la vulnérabilité, l'incomplétude. L'histoire humaine n'a pas commencé avec un meurtre, celui du frère ou celui du père, elle a commencé par une naissance qu'il a fallu entourer de soins. Avant que Caïn ne tue Abel, avant que Romulus et Rémus ne s'entretuent, avant qu'Œdipe n'assassine son père, il a fallu une mère, une louve, un vieux berger pour les protéger et les faire grandir. C'est la première réalité, oubliée, minimisée, dévalorisée par les cultures patriarcales et guerrières qui ont bruyamment dominé l'histoire des hommes et des femmes. Mais cette réalité, qui n'a jamais cessé de faire vivre cette histoire recèle un vieux fond de sagesse, de savoirs et de pratiques, qui se sont transmis de générations en générations. Plus proche de nous, elle a trouvé une traduction, plus : elle s'est invitée dans la cour des grands, en entrant dans l'histoire de la pensée, sous le nom que lui ont donné les conceptrices américaines : le *Care*.

Parce que nous sommes des êtres vulnérables et incomplets, la puissance humaine repose sur le collectif – mais pas n'importe lequel : un collectif au sein duquel les relations sont asymétriques, réversibles et s'inscrivent dans le temps. Les parents prennent soin des enfants qui deviendront parents à leur tour pour prendre soin de leurs propres enfants – et également de leurs vieux parents. Si la puissance construite sur la vulnérabilité repose sur l'interrelation, son schéma est cependant plus complexe que celui de la coopération ou de la collaboration : il s'inscrit en réalité dans l'échange du don que décrivait Marcel Mauss pour les peuples premiers : donner-recevoir-rendre, sachant que chacun de ces trois termes demandent une économie et une éthique spécifique. Il y a bien une maîtrise, mais elle relativise considérablement – sans l'abolir – la notion d'autonomie, et surtout elle n'est pas enracinée dans un rapport de force. Pour le dire autrement, elle se passe du récit de la violence fondatrice, pour lui substituer celui de la sollicitude et du soin. Elle ne proscrie pas les affects et ne les oppose pas à la rationalité : elle promeut une raison sensible, où le raisonnable et le sensible s'enrichissent mutuellement. Il est inutile en ce moment historique précis, celui de l'épidémie de coronavirus, d'en faire une longue description : tout un chacun la voit mise en œuvre dans les hôpitaux et les maisons de retraite et tout un chacun la plébiscite chaque soir à 20 h sur son balcon ou à sa fenêtre. *Bienheureux les doux, ils auront la terre en partage*, la phrase évangélique a pris soudain une résonance bien au-delà du milieu de la croyance chrétienne. En un mot, l'autonomie dont il s'agit est une autonomie reliée, une autonomie distribuée, une autonomie outillée.

### **Pour une politique du ménage ...**

Observer le monde humain et non-humain - car l'écologie est en train de nous apprendre à grande vitesse ce qu'il nous en coûte de ne pas prendre soin des écosystèmes, de la faune et de la flore - produit un renversement radical de la distribution de la valeur. Là encore notre moment historique nous en fait une démonstration concrète : les « premiers de cordée », ce ne sont pas les héros trempés dans l'acier de l'échangisme mondial dématérialisé. Au vrai, les « premiers de cordée » s'effacent devant les humbles et les anonymes, promus héros et héroïnes du quotidien : aides-soignantes et infirmières, livreurs et caissières, maraîchers et facteurs ... *Il renverse les puissants de leur trône, Il élève les humbles*. Je ne voudrais pas abuser des Ecritures, mais la promesse du Magnificat n'a jamais été réalisée comme aujourd'hui.

La promesse peut quitter aujourd'hui le strict domaine du spirituel et se transformer en un autre pacte social, articulé sur une autre économie et une autre politique. Les éléments existent, nous n'avons pas à les inventer.

**... appuyée sur des indicateurs de richesse repensés et concertés,**

Une autre distribution de la valeur exige en tout premier lieu et impérativement de se libérer du diktat des indicateurs économiques actuels. On ne peut plus obliger le monde à passer sous les fourches caudines d'un Produit Intérieur Brut, de son taux de croissance et des indices boursiers. Ces indicateurs sont une boîte noire qui prétend éclairer des mal-voyants. Quand on ouvre la boîte, on voit qu'elle additionne indistinctement ce qui soigne et ce qui rend malade, ce qui accroît la richesse et ce qui la détruit. Pour peu qu'ils génèrent de l'activité marchande, la consultation médicale et l'accident de la route, la construction et le tremblement de terre sont confondus et s'intègrent dans la statistique. Ne s'y intègre pas en revanche, tout ce qui n'est pas monétisé bien qu'il soit infiniment cher à nos yeux : une prairie en fleurs au printemps, un ruisseau d'eau pure, un beau paysage, un homme ou une femme qui jardine son propre potager, l'attention d'une mère ou d'un père pour son bébé, une association de bénévoles qui prend soin du lien social. Il nous faut donc urgemment changer d'indicateurs de richesse, comme on nous l'avait promis il y a 15 ou 20 ans (rappelons-nous la commission Stiglitz). Les travaux en cette matière sont très avancés et nous disposons de batteries d'indicateurs complets : indicateur de bien-être social, empreinte écologique, indicateur de participation sociale, etc.<sup>2</sup>

Si nous ne les utilisons pas, c'est d'une part parce qu'ils sont plus complexes à renseigner, qu'ils demandent de la concertation sociale, de l'élaboration collective, de la collaboration entre les experts et les profanes. Mais c'est aussi, au fond, parce qu'ils bouleverseraient beaucoup de situations acquises, et mettraient en lumière des hiérarchies et des priorités sociales nuisibles. Les rois seraient vus dans toute leur nudité.

**et sur une science de la précaution et non au service de la prédation**

La question des indicateurs amène en son amont celle de la science. Le monde du Care ne peut pas être un monde livré aux affects. Livrés à eux-mêmes, ils nous feraient sombrer dans l'irrationnel voire dans la folie. La science, pour peu qu'elle soit une bonne science, c'est-à-dire respectant son épistémologie, - doute, controverse, transparence, distance critique et indépendance - est notre boussole dans un monde complexe. A la différence de la technoscience des modernités précédentes, elle doit être guidée par le principe de précaution, et non par celui de prédation. Sur la base d'indicateurs indexés sur ce qui compte pour la majeure partie de la population et sur l'état des écosystèmes mesuré par les scientifiques, il sera possible de construire enfin des *politiques publiques du ménagement*, soit

---

<sup>2</sup> Le professeur Stiglitz avait été missionné par Nicolas Sarkozy pour proposer de nouveaux indicateurs de richesse. La mission n'avait accouché de rien, la crise de 2008 ayant balayé tout cela de l'esprit des décideurs. Cependant les travaux sur ces autres indicateurs étaient déjà très avancés, aux Etats-Unis et en Europe. Pour la France, citons les travaux de Jean Gadrey, Pierre Concialdi, Florence Jany-Catrice et d'autres autour notamment de la revue Alternatives Economiques. Des travaux ont également été menés sur l'évaluation des politiques publiques par ceux qui en sont la cible, notamment dans le champ de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

pour citer Joan Tronto, une des théoriciennes du Care, des politiques « *relatives à la perpétuation et à la réparation de notre monde de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible* »<sup>3</sup>. Mais il est nécessaire au préalable de refonder la démocratie. Le Care ne doit pas donner lieu à une démocratie molle de bisounours. Mettre en œuvre une politique de ménagement et de management du bien commun suppose une puissance publique forte et légitime, donc un fort consensus démocratique. De nombreuses expérimentations vont en ce sens dans toutes les démocraties du monde occidental, répondant à une très forte aspiration populaire : conférences de consensus, jurys citoyens, référendum d’initiative populaire ... Il faut les mobiliser et les exploiter.

### **Repenser la contribution des individus, équilibrer les droits et les devoirs, assumer nos dettes**

Une telle puissance publique repose sur une conception de la contribution des individus, très différente de celle d’aujourd’hui. Le citoyen moderne d’aujourd’hui ne contribue à la puissance publique qu’en mesurant ce qu’il peut en retirer en retour, selon une conception à la fois consumériste et individualiste des services publics et des biens communs. Il s’agit de redonner à ces biens leur pleine définition d’héritage commun, transmis en dépôt par les générations antérieures et à transmettre aux suivantes. Il s’agit de redonner à l’impôt direct sur le revenu et la fortune sa vertu républicaine. Il s’agit d’inverser la logique qui privilégie la consommation privée sur la consommation publique, de limiter le droit de propriété, pour rompre d’une part avec la logique d’accumulation et d’autre part pour interdire les usages nocifs et irresponsables des ressources communes. Un bon moyen, non coercitif de faire obstacle à ces usages est par exemple, d’instaurer une taxation progressive de ces ressources, telles l’eau et l’énergie. Un certain quantum de celles-ci serait distribué à un prix fixé de telle sorte que toute la population, pauvre ou riche, voit ses besoins de base couverts, mais les quantums suivants seraient taxés selon une pente fortement croissante. Tout ceci revient au fond à équilibrer les droits et les devoirs, à remettre le balancier du côté du collectif, conformément à la conception d’une autonomie reliée des personnes, et à assumer nos dettes, tant écologiques qu’économiques.

Une épineuse question est celle du travail. Beaucoup de voix s’élèvent pour annoncer la mort du travail, soit pour la déplorer, soit pour la saluer. Elles demandent dans la foulée l’instauration d’un revenu universel inconditionnel. Il est à craindre que ce ne soit une fausse bonne idée. Le travail accompagne l’aventure de l’humanité sur cette terre, il est un fait anthropologique majeur et il serait plus qu’hasardeux d’en organiser ou même seulement d’en souhaiter la disparition. Il y a une centaine d’années, on prophétisait la fin du travail grâce à l’automatisation, aujourd’hui, c’est de l’intelligence artificielle qu’on attend cette « libération ». Une illusion de plus, sans doute : chacun peut constater depuis son appartement confiné que le travail le plus basique, le plus indispensable est assuré par des êtres humains non substituables à une machine. En revanche, il ne saurait y avoir de politique du ménagement qui ne commencerait pas par prendre soin des travailleurs. Les violences faites aux écosystèmes vont de pair avec une violence faite aux travailleurs (dans les

---

<sup>3</sup>,Joan Tronto, Un monde vulnérable – pour une politique du Care, Paris, La Découverte, 2009 (1993 aux USA)

métropoles développées et plus encore dans les pays en voie de développement faisant office d'ateliers du monde) et un mépris radical pour leur santé, leur bien-être, leur dignité. Il serait temps alors de ressortir les utopies du placard, nombreuses au XIXème siècle, qui se sont efforcées de repenser le travail. Parmi toutes, on peut mettre en avant ce critère proposé par Charles Péguy dans son *dialogue sur la cité harmonieuse* : proscrire les travaux qui nuisent à la santé physique, mentale, spirituelle et morale des travailleurs. Avec un tel principe – davantage une idée régulatrice qu'une obligation légale – disparaîtrait également nombre d'activités nuisibles à la santé des milieux naturels et au bien-être animal.

Mais il n'est pas très intéressant de se livrer à une description minutieuse des politiques à venir du Care. Il est bien plus productif d'en proposer la perspective et de laisser à l'imagination individuelle et collective, à la discussion, le soin d'élaborer, mettre au point, tester, expérimenter de nouvelles méthodes et de nouvelles politiques. Je ne doute pas qu'elles foisonneront. Pour conclure, je suggère que chacun de nous réponde à la question suivante : où est l'utopie ? est-elle dans le projet esquissé par ce texte, ou est-elle dans la promesse enchantée de la seconde modernité ? Où se loge la folie ? Où se loge le bon sens ?

Geneviève Decrop, 5 mai 2020

[gdecrop@wanadoo.fr](mailto:gdecrop@wanadoo.fr)

<[www.genevieve-decrop.fr](http://www.genevieve-decrop.fr)>